

Nature et fonctionnement d'une machine à broyer les peuples : l'Idéologie Européenne

par Benjamin Landais,
Aymeric Monville,
Pierre Yaghlekdjian

La grande victoire pour tous les peuples d'Europe que représente le rejet par près de 54% des Irlandais du traité de Lisbonne, qui plus est avec un fort taux de participation pour ce pays, nous donne l'occasion de faire le point sur l'état des luttes en cours. La tendance qui avait émergé des NON français et néerlandais se confirme. La mobilisation massive des pouvoirs médiatiques et politiques en faveur du OUI n'a pu triompher de l'hostilité populaire envers l'Union européenne dont la nature capitaliste et les projets régressifs apparaissent désormais ouvertement.

Pour mesurer la portée de cet acte historique, à mettre au crédit du seul peuple ayant eu le droit de se prononcer sur son avenir et celui de 500 millions d'Européens, notons qu'il a pour immense mérite de faire mieux prendre conscience à tous les peuples de la nature radicalement antidémocratique de la construction européenne. Et n'en déplaise à M. Barroso, cela s'appelle l'internationalisme.

De fait, les peuples n'ont qu'un seul pouvoir dans la nomenclature européenne, celui de ratifier des décisions prises sans eux et à leurs dépens, tout avis défavorable leur étant dénié. Pour s'en convaincre, la lecture de la presse européenne au lendemain du referendum suffit. La seule question posée était de savoir comment passer outre l'obstacle irlandais : faire revoter l'Irlande ou la mettre à l'écart. Encore un bel exemple donné par ceux qui se permettent de condamner bien des pays au nom des Droits de l'homme et de la démocratie.

Ainsi, mis à part ces « affreux nationalistes » qui refusent les impératifs de Bruxelles, tout le monde politique, économique, médiatique s'accorde sur le même constat, clef de voute de l'Idéologie Européenne : l'Europe a permis la paix entre les nations du continent et promeut celle-ci dans le monde ; l'Europe est la terre des Droits de l'homme et de la démocratie, et se donne pour mission de les diffuser ; l'Europe est la seule façon « d'exister face aux Etats-Unis » et aux grands blocs émergents comme la Chine ; le marché commun est le seul moyen d'assurer la croissance et de conserver notre « modèle social ». L'Europe a permis de sortir les nouveaux membres de la misère ; l'Europe a permis aux jeunes Européens de « se rencontrer » etc.

Ces thèmes de propagande s'appuient sur une matrice commune, l'« Idéologie Européenne ». Celle-ci a une apparence : la croyance selon laquelle le cadre politique européen (celui de l'UE actuelle ou à construire) recèle des vertus extraordinaires et des possibilités infinies. A ce niveau, elle prend le visage neutre de l'inéluctabilité d'un changement d'échelle de la pratique politique. Aussi entend-on à chaque occasion, sur tel ou tel thème – immigration, écologie, chômage, politique étrangère – que « la solution ne pourra être qu'européenne », avant de dire ce qu'elle doit être. Aussi nous a-t-on asséné que bien entendu, « il faut une Constitution à l'Europe », sans se croire obligé de prêter attention à son contenu. Aussi les libéraux ne craignent-ils pas de défendre la planification bruxelloise, dès lors qu'elle supprime des emplois (dans l'agriculture ou la pêche, par exemple). Aussi les socialistes ne craignent-ils pas d'exiger qu'au niveau européen on interdise de faire les politiques qu'ils prônaient il n'y a pas si longtemps au niveau national. Cette apparence est la clef de son succès mais aussi un puissant facteur d'illusion.

Au-delà de cette première apparence, l'« Idéologie Européenne » reste étroitement liée à la réalité de la « construction » européenne et à ses prémices au XX^e siècle. Son origine et sa cohérence sont à chercher dans celles de l'intégration européenne elle-même. Il s'agit d'une forme particulièrement bien élaborée du discours et de la conscience de ceux qui ont construit l'Europe, un groupe – ou une élite – qui reste très limité quelle que soit la période concernée. La profession de foi technocratique (tout problème politique a une solution technique), la base libérale (la concurrence généralisée est le principe régulateur fondamental de toute société), les affirmations aristocratiques (l'action du plus grand nombre ne doit pas interférer dans le gouvernement des « meilleurs ») et les prises de position impérialistes voire colonialistes (l'Europe – avec le reste de l'Occident – a pour responsabilité de diriger le reste du monde) ne sont pas des accidents de la « construction » européenne mais les expressions plus ou moins sophistiquées et justificatrices des lignes de conduite adoptées au fil des ans. Elles ont l'avantage de l'ancienneté qui en fait des lieux communs acceptés bien au-delà des classes sociales qui constituent cette « aristocratie » européenne justifiant son pouvoir politique et économique par son esprit d'entreprise et d'ouverture, ses compétences et son capital.

L'Idéologie Européenne n'est qu'une des formes que prend l'idéologie dominante, celle que prend cette idéologie dès lors que le centre d'impulsion politique n'est plus l'Etat-nation, mais une entité supranationale. En effet, passer du cadre national au cadre européen n'est ni naturel, ni innocent, ni indifférent. Cet acte n'est pas séparable d'une acceptation des limites qu'impose l'« Idéologie Européenne » dans la réflexion et la pratique politique. Nul doute que les représentants des grands groupes industriels et financiers trouvent leur compte dans le cadre politique européen actuel et s'approprient en toute logique cette idéologie qui consolide leur domination. Avec un certain nombre de technocrates auxiliaires, ce sont eux qui fondent et contrôlent les institutions européennes et qui s'accommodent le mieux de la perpétuation d'un mythe séduisant. En position hégémonique, cette idéologie joue alors un rôle de premier plan dans les batailles sociales lorsque certains adversaires déclarés de l'« Europe capitaliste et libérale » s'insèrent, de bonne foi, dans le même cadre idéologique.

En effet, à la faveur des référendums, les citoyens ont pu voir surgir au-devant de la scène un certain nombre d'organisations se définissant comme « antilibérale » et situées « à gauche de la gauche ». Malgré des divergences marginales, tous ces appareils ont développé un discours qui peut être résumé par le slogan : « Non à la Constitution ! Non à l'Europe libérale ! Oui à l'Europe sociale ! » Toutes ces organisations s'accordent sur une volonté de pousser plus loin la logique européenne. La LCR (parti de la 4^e internationale) l'explique au nom du fait que « l'émancipation ne peut s'accomplir authentiquement dans des frontières étriquées ». Pour ATTAC : « Les forces progressistes du reste du monde attendraient de l'Europe qu'elle se constitue en un pôle susceptible d'impulser des politiques alternatives au niveau mondial » (on peut se demander où ils ont vu cela). Pour les « collectifs du NON », enfin, le fait d'être en présence d'« un vote populaire, antilibéral et européen » porterait en lui l'exigence de cette « autre Europe ».

Cette « autre Europe » implique, elle aussi, des transferts de souveraineté supplémentaire au niveau supranational alors que l'exercice des pratiques démocratiques les plus élémentaires est des plus précaire dans beaucoup de pays (concentration de la presse, restriction de l'opposition politique, communisme et autre, mode de scrutin imposant le bipartisme, etc.) Pour résoudre cette question nombreux sont ceux qui semblent sortir la carte de l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen. Drôle de revendication pour des organisations « de gauche » que de vouloir donner plus de pouvoir à une instance dont les positions sont, en général, bien plus libérales que celle du Conseil (qui doit tout de même rendre un minimum de compte au niveau national). Le fait qu'elle soit élue au suffrage universel n'y change rien. L'Assemblée européenne est un antagoniste du progrès social parce

que les rapports de force à son niveau nous sont défavorables par nature (le parlementarisme en régime capitaliste est ainsi fait).

Le lieu d'exercice réel des luttes politiques et sociales reste le cadre national. L'accélération de l'intégration mondiale – ou continentale – de la production capitaliste ne débouche pas mécaniquement sur la dissolution de la nation en tant que formation sociale au profit d'un ensemble spatial et social plus large. Le seul ciment de l'Union européenne actuelle réside justement dans l'activité transnationale d'un nombre réduit de grandes entreprises de « taille européenne » et dans la bonne entente entre quelques milliers de dirigeants capitalistes et de grands commis européens. Ce ciment n'est en réalité que le visage européen de la mondialisation capitaliste. Il met en péril la nation dans la mesure où, par exemple, il facilite l'évasion du capital, fruit du travail des résidents nationaux, dès lors que des conditions plus favorables à la production de profit apparaissent ailleurs. Ce comportement prédateur, se développant en toute sécurité grâce à la « loi européenne », s'apparente à un vol pur et simple. La concurrence et l'appauvrissement des travailleurs des différentes nations est donc assuré.

Pour masquer ces faits et affaiblir la lutte, l'argument d'autorité est couramment utilisé par les Eurobéats. On a pu le constater lors du référendum sur la Constitution Européenne, que les nombreux « experts » et « spécialistes » subventionnés par l'Union ont défendu avec professionnalisme. Systématiquement orientés, manifestement briefés (par qui ?), tant leurs analyses étaient construites comme des argumentaires, les rienologues du OUI ont envahi le Spectacle. Funambule du juste milieu entre le faux et le rien, dramatique hommage du médiocre au vice, l'expert, le spécialiste, émerge d'un tas de statistiques comme d'une mer où le public n'a jamais plongé, où lui seul, l'expert, le spécialiste, serait allé recueillir les coraux inestimables qui justifient que se poursuive l'ordre des choses. Car la politique dite « européenne » (euro fort, libre-échange mondial, réduction du pouvoir des Etats) veut être défendue par les experts, mais jamais être jugée sur ses résultats. C'est même la fonction de l'expert, que de camoufler les faits (dans lesquels vit le peuple) sous les chiffres (dans lesquels il vit, lui, l'expert, le spécialiste).

Notre propos ne participe pas de la traditionnelle « critique des médias », omniprésente dans la publication de la gauche alternative. Celles-ci n'ont d'intérêt que si elles sont réinscrites dans une analyse politique globale. En cela, le média ne peut être compris que comme un des multiples supports idéologiques de masses. L'idéologie portée sur le lieu même de l'exploitation capitaliste, le lieu de travail, étant à coup sûr le plus important. Le deuxième de ces supports se trouve au niveau de la formation intellectuelle du futur citoyen : l'école, l'université, la formation professionnelle... Enfin, le dernier niveau regroupe tous les moyens idéologiques de masse à la disposition du capital : télévision, radio, presse écrite, internet, littérature, cinéma ... Dans ce cadre, il s'agit de résumer l'Idéologie Européenne par quelques formules publicitaires dans un continuel bêtisier de douce rhétorique creuse : des vérités d'évidence, de la lecture immédiate, une explication exagérément visible d'une Nécessité absolue.

Pour vanter les bienfaits de ce produit miracle qu'est l'UE, on ne lésine ni sur les moyens ni sur le public visé. Dès le plus jeune âge, des brochures dressant un portrait idyllique de la communauté européenne sont distribuées gratuitement dans les écoles. Plus tard, c'est sans plus de nuances que les jeunes lycéens étudient l'histoire de leur continent, comme une terre longtemps ravagée par des guerres dues exclusivement au nationalisme des peuples et que seule la construction européenne aura permis de faire vivre en paix. C'est dans ce contexte de réécriture idéologique de l'Histoire que nous avons vu arriver depuis deux ans en France le fameux « manuel d'Histoire franco-allemand », prémisse à un futur manuel

européen dont les présupposés idéologiques sont plus que douteux. La construction européenne devient ainsi un bloc homogène, faisant penser à une évolution linéaire, à un progrès ininterrompu, qui après la disparition de la « menace soviétique » permet de décrire « l'ordre européen » comme un îlot de paix au milieu d'un océan de violence.

L'Europe c'est la paix, nous dit-on. Voyons plutôt de quoi il en retourne, quelles conceptions se font les technocrates, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme de la « stabilité » internationale. Maquiller le despotisme sous les traits de la liberté, voilà un exercice qui n'est pas tout à fait nouveau...

L'Europe aurait rapproché les peuples les uns des autres et serait le ciment de plus de soixante ans de prospérité. Au contraire, le libre-échange, de par sa mise en concurrence des nations et des individus, n'a fait qu'exacerber les vieilles rivalités. La progression des idées xénophobes en Europe, de même que la radicalisation droitière des discours politiques, devraient pourtant nous en convaincre.

L'Europe serait la seule façon « d'exister face au Etats-Unis ». Regardons à quel point cette logique du changement d'échelle est fallacieuse. L'omniprésence du capital américain et son poids dans la politique extérieure de l'UE sont autant de faits qui brisent incontestablement cette posture aussi fausse qu'opportuniste.

L'intégration à un marché commun encore plus déréglementé serait la seule façon de conserver notre « modèle social ». Cherchons ce qu'à Bruxelles on entend par là : privatisation, casse de l'industrie, remise en cause d'acquis sociaux vieux parfois de 70 ans, bradage du patrimoine national...

L'Europe aurait vocation à promouvoir la démocratie dans le monde. Peut-être devrait-on commencer à Bruxelles même, où celle-ci fut remplacée depuis bien longtemps par la « bonne gouvernance », en fait l'arbitrage entre les intérêts des différents groupes de pression patronaux.

L'Euro devait annoncer la fin de l'hégémonie du dollar. Elle le seconda de fait comme monnaie de domination et finit par n'avoir comme raison d'être que de privilégier les importations outre-Atlantique grâce à un taux de change faisant les choux gras des *traders* contre le porte-monnaie des Européens.

L'Europe devait annoncer la formation d'une nouvelle communauté culturelle, se surajoutant à celle des nations qui la composent. À la place ce fut une machine de guerre contre la culture et les savoir-faire qui fut mise en marche, asseyant la domination européenne grâce à la médiocrité généralisée d'un Euroland aux couleurs d'Hollywood.

Le combat contre l'Idéologie Européenne implique de la réfuter entièrement. Il n'est pas question de défendre une « autre Europe », ni « la vraie Europe », puisque ce serait faire preuve d'aveuglement sur la nature réelle – et non rêvée – de l'UE et, surtout, contribuer à faire diversion sur le front des luttes sociales. Nous ne croyons pas que la liquidation de la démocratie soit une erreur amendable de la « construction » européenne ; nous soutenons qu'elle est le fondement et l'aboutissement même de son projet. Si les peuples ont pu s'accommoder de tant de régressions économiques, culturelles, politiques au nom de l'Europe, alors leur chance, au nom de la raison comme au nom de leur survie, est bien de sortir le mythe européen de leur tête – ce qui n'arrivera pas sans lutte.

A lire :

B. Landais, A. Monville, P. Yaghlekdjian, *L'Idéologie Européenne*, Editions Aden, Bruxelles 2008.